

avait au début dépêché ses 600.000 hommes de troupe « à l'appel d'hommes d'Etat et d'ouvriers tchécoslovaques » ; c'était, somme toute, disait-elle, une réédition de l'envoi de brigades internationales en Espagne. Mais, très vite, on change de ton, on nous apprend maintenant qu'à l'heure où l'impérialisme U.S. manifeste avec plus de cynisme que jamais ses prétentions à l'hégémonie mondiale, on ne pouvait laisser un pays aussi stratégiquement décisif tomber sous sa coupe, sous prétexte que l'intervention armée choque la conscience petite-bourgeoise.

Il est d'ailleurs bien connu, que le premier moment de stupeur passé, l'inclination naturelle de la petite bourgeoisie lui fera apprécier ce qui l'a toujours séduite : l'usage victorieux de la force. Il est quand même lamentable qu'une vérité aussi élémentaire échappe à bon nombre de P.C., alors que le gouvernement gaulliste, lui, semble plus réaliste, comme le suggère amicalement (et dans *Le Monde* !) un éminent journaliste soviétique.

Le Kremlin a donc provisoirement renoncé à se faire soutenir par la Ligue des Droits de l'Homme ; il a tenté alors de trouver un certain appui du côté des vrais révolutionnaires, ceux qui ne croient qu'aux nécessités draconiennes de la lutte des classes à l'échelle internationale. On retrouve alors, par instants, un vocabulaire révolutionnaire qu'on avait depuis longtemps oublié, celui qu'on réserve seulement, comme toutes les marchandises rares, pour l'exportation. Car il est significatif que la direction soviétique, si elle n'a pas été avare quant au déploiement de forces militaires, a été beaucoup plus prudente au niveau des déclarations publiques. L'Etat soviétique, qui est, rappelons-le, « un Etat du peuple tout entier », a pris une telle décision, sans qu'aucun responsable ne s'explique à la radio ou dans la presse. (Peut-on sincèrement reprocher à la *Pravda* de ne pas publier les discours de Dubcek alors qu'elle serait incapable d'en publier un de Brejnev !) (Serait-ce même véritablement objectif !) Tant pis pour le citoyen soviétique qui en est réduit aux termes communiqués de l'agence Tass et à l'écoute des radios étrangères, nouvellement brouillées pour la circonstance.

Nous ne répondrons que brièvement à « l'argumentation » soviétique qui est si bafouillante, qu'aucun P.C. n'a osé la reprendre telle quelle.

Le point de départ, qui est en même temps la conclusion, est extrêmement simple : la Tchécoslovaquie glissait inexorablement vers le capitalisme. Le pourquoi d'une telle contre-révolution après vingt années d'un « socialisme » qui ne cessait de s'améliorer n'y est pas mentionné. La façon dont maintenant on arrivait à une telle situation est pour le moins curieuse, car en fait les Soviétiques développent là une argumentation quasi-chinoise. Nulle part, on ne dit qu'elle était en train de se développer une classe bourgeoise en tant que couche sociale occupant une place déterminée dans les rapports de production : il n'y a de toute évidence *pas un seul bourgeois* (si on fait abstraction de quelques petits exploitants agricoles privés) en Tchécoslovaquie. Dans aucun communiqué officiel motivant l'intervention on ne dit non plus que la logique de la réforme économique prônée par Sik² était de rétablir le capitalisme, disons dans le

2. Il n'y a aucune différence substantielle entre ce que propose Sik pour la Tchécoslovaquie et Liberman et Trapeznikov pour l'U.R.S.S., ces deux derniers étant fort à l'honneur à l'Académie des Sciences, (ce qui pourra peut-être changer à court terme).